



# Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps

**Thomas Amossé, Gaël De Peretti**

DANS **TRAVAIL, GENRE ET SOCIÉTÉS** 2011/2 n° 26 , PAGES 23 À 46  
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1294-6303

ISBN 9782707170026

DOI 10.3917/tgs.026.0023

Date de mise en ligne : 04/11/2011

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2011-2-page-23?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



# HOMMES ET FEMMES EN MÉNAGE STATISTIQUE : UNE VALSE À TROIS TEMPS

Thomas Amossé et Gaël de Peretti

**D**epuis leur origine, les études sur le genre ont accordé une place centrale à l'analyse des catégories et représentations sociales. Elles ont souligné leur dimension sexuée, à l'image des qualifications professionnelles décrites par Margaret Maruani et Chantal Nicole (1989), où la professionnalité historiquement construite des emplois occupés par les hommes s'oppose à l'absence persistante de qualification reconnue des emplois dits « féminins ». Construction sociale, représentation statistique : les outils et catégories maniés par les statisticiens ne sont pas neutres à cet égard. Dans les tableaux de l'Insee (Institut national de la statistique et des études économiques), la description fine des professions exercées par les hommes contraste avec l'imprécision des contours de l'activité des femmes [Amossé, 2004]. De fait, la statistique ne se contente pas de refléter la réalité, mais contribue à la créer [Desrosières, 2008]. S'agissant des catégories de sexe, l'analyse des représentations sociales comme des publications statistiques a mis en avant la notion d'invisibilité. Dans « La statistique saisie par le genre », Annie Fouquet [2003] propose une histoire en deux temps : le premier, qui s'étale de l'immédiat après-guerre au début des années 1970, décrit l'invisibilité des femmes dans les statistiques quand le second présente une ère

<sup>1</sup> Cf. par exemple le projet de recherche franco-britannique « Les enquêtes de ménage - *Harmonised household* », qui s'intéresse à la définition de la notion de ménage et à son appréhension par les chercheurs en sciences sociales.

tendant vers leur autonomie et l'égalité des sexes. Pour convaincante et stimulante qu'elle soit, cette histoire ne nous semble pas tout à fait rendre compte des évolutions les plus récentes, évolutions dont certains signes précurseurs peuvent rétrospectivement être relevés dans les années 1980.

Les réflexions autour de la notion de ménage conduites depuis une dizaine d'années dans la sphère statistique et dont on trouve la trace aujourd'hui dans le monde universitaire<sup>1</sup> invitent, tout à la fois, à proposer un troisième « temps » à l'histoire des statistiques sexuées et à en repenser les deux premiers. Dans les années 1960 et 1970, Annie Fouquet l'a relevé [2003], les femmes « résistaient » aux modèles d'analyse et c'est cette résistance qui a révélé l'obsolescence de catégories statistiques où elles étaient de fait mal représentées. Il y avait dans cette évolution une logique d'émancipation, l'émergence d'un individu statistique dont le rôle social n'était plus nécessairement assigné par sa position au sein du ménage. La remise en question récente du ménage statistique, de la définition de ses contours au repérage des liens qu'entretiennent ses membres (cf. par exemple Thibaut de Saint Pol, Aurélie Deney et Olivier Monso [2004]), renvoie à une autre évolution : celle de ménages qui se défont et refont, dans le droit comme dans les faits. Ce qui paraît caractériser aujourd'hui la sphère statistique, c'est un déplacement des problématiques, de la question de la visibilité des inégalités entre hommes et femmes à celle de la redéfinition de leurs rôles au sein des ménages et, par-là, plus largement dans la société. L'érosion du ménage statistique reflète l'affaiblissement d'une « institution » (selon le sens que lui donne Mary Douglas [1999]) qui est tout à la fois une cellule familiale, une unité de solidarité de revenu et un lieu de vie partagé. Avec l'évolution de la notion de ménage, c'est le cadre même de définition de la place des hommes et des femmes qui se trouve de nouveau et différemment interrogé.

Aussi, dans cet article, nous proposons une relecture de l'histoire des outils et catégories statistiques au travers des notions de ménage et d'individu et des déplacements de problématique que ces notions ont induits pour les recherches sur le genre. D'un point de vue théorique, nous nous situons dans le prolongement des sociologues et historiens des statistiques, dont Alain Desrosières et Laurent Thévenot, qui ont permis que se développe une réflexion sur les statistiques qui ne limite pas leur compréhension à leur dimension technique. Nous reprendrons précisément l'approche retenue par Olivier Monso et Laurent Thévenot [2010] concernant la série des enquêtes *Formation et Qualification Professionnelle (FQP)*. En examinant l'historique des questionnaires d'enquête et des publications qui leur sont associées, les auteurs définissent des problématiques, qui relient des politiques (*i.e.* à la fois des questionnements et des mesures), des outils d'analyse

(enquêtes, catégories, méthodes) et des théories explicatives (courants disciplinaires en économie, sociologie, sciences politiques). Contrairement à Olivier Monso et Laurent Thévenot toutefois, nous ne centrerons pas notre analyse sur une série d'enquêtes précises mais embrasserons une large gamme de sources, d'outils et de publications statistiques (voir encadré). Cette liberté a une contrepartie. Le recul qu'autorise le panorama s'accompagne d'une précision empirique moindre. Aussi notre article se présente-t-il davantage comme l'esquisse d'une lecture historique proposée à la discussion qu'un travail véritable d'historien des statistiques.

### Encadré : Le matériau empirique

Pour les besoins de cette esquisse d'histoire des statistiques sexuées, nous avons mobilisé de façon centrale trois séries d'enquêtes<sup>2</sup> : les enquêtes *Emploi, Emploi du temps* et *Histoires familiales*. Toutes trois ont été conduites depuis les années 1950 (pour les première et dernière) ou 1960 (pour la deuxième). Elles offrent toutes un recul temporel suffisant et, nous le verrons, permettent d'illustrer les trois temps de notre grille d'analyse. De façon plus ponctuelle, des références seront faites aux enquêtes *Situations familiales* (dont la première édition date de 1985), *Histoire de vie – construction des identités* (2003), *Relations Familiales et Intergénérationnelles* (2005 et 2009) et *Comportements sexuels des Français* (1970, 1992, 2006), qui toutes, bien qu'à des degrés divers, témoignent des évolutions les plus récentes de la statistique en matière de relations entre individus au sein des ménages.

À côté de ces enquêtes, l'évolution d'outils tels que le module de repérage des ménages qui ouvre la grande majorité des enquêtes de l'Insee appelé « Tronc commun des ménages » (TCM) sera analysée. De même que, plus succinctement, la nomenclature socioprofessionnelle.

Du point de vue des publications, la série des recueils de *Données sociales* a été examinée en détail. Réalisés à dates régulières entre 1973 et 2006 (douze éditions), ces recueils témoignent notamment du passage du premier au deuxième temps, d'une présentation des différences entre hommes et femmes comme pratiquement naturelles à leur mise en évidence sous forme d'inégalités. Enfin, une publication emblématique par son titre comme son contenu a également servi de fil directeur à notre analyse. Il s'agit de l'ouvrage collectif *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie* (1989) qui, ayant mobilisé nombre de figures de la statistique publique des décennies 1970 et 1980, constitue un précieux témoignage des positions qui s'y trouvaient concernant des thèmes variés. Situé à une date médiane de la période que nous avons considérée, cet ouvrage témoigne à la fois des traces du passé, des prémices de changement et de l'annonce, en germe, de l'avenir.

La lecture attentive des analyses historiques déjà effectuées [Fouquet et Charraud, 1989 ; Fouquet, 2003 ; Locoh, Hecht et Andro, 2003] a également, bien sûr, largement contribué à alimenter notre analyse.

<sup>2</sup> Notre examen s'est précisément appuyé sur des documents d'enquête collectés depuis bientôt une dizaine d'années, dans le cadre d'un cours sur la sociologie des enquêtes statistiques animé à l'Ensaé (par Thomas Amossé et Louis-André Vallet). Il a aussi bénéficié de notre expérience, comme concepteur(s), chargé(s) d'étude ou responsables de publications de plusieurs enquêtes telles que *Sans domicile* (2001) ou *Formation et qualification professionnelle* (2003).

Les trois « temps » qui structureront l'analyse (et ce texte) doivent d'ailleurs être compris en ce sens. Temps de sociologues plus que d'historiens, ils comprennent des chevauchements de périodes, des travaux annonciateurs, parfois restés

sans lendemain, et des persistances, une fois un nouveau « temps » survenu. Ce qui justifie la terminologie temporelle, c'est la tendance d'ensemble qui, nous semble-t-il, témoigne de déplacements successifs des problématiques sans que des retours en arrière ne soient réellement observés. De fait, ces « temps » sont marqués par des problématiques dominantes dans le sens que leur donnent Olivier Monso et Laurent Thévenot [2010], mais du point de vue du genre. Ils sont caractérisés par une certaine manière d'aborder la question des femmes et, plus généralement, des catégories de sexe dans les statistiques et renvoient à des importances différentes accordées aux individus et aux ménages.

Reprenant les périodes charnières évoquées par Annie Fouquet [2003], le premier temps sépare l'immédiat après-guerre, date à laquelle les enquêtes auprès des ménages ont été développées à l'Insee, du début des années 1970 où, à la suite de mai 1968, un mouvement de libération individuelle a progressivement modifié le regard que la société portait sur elle-même. Du premier au deuxième temps, et de façon schématique, la statistique est passée des ménages aux individus, de la moindre visibilité professionnelle des femmes à leur participation au marché du travail, des différences liées à des rôles sexués assignés au sein des ménages à un objectif d'émancipation et d'égalité entre hommes et femmes. L'émergence du troisième temps correspond à un retour au ménage, mais à partir cette fois des individus et en tentant de préciser leurs rôles en son sein : il s'agit de concilier les rôles (familiaux, économiques, etc.), de comprendre la manière dont les temps s'articulent, dont les décisions se prennent. Comme nous le verrons, le début de ce troisième temps ne signifie pas la fin du second et est plus difficile à dater : il correspond à la (re-)mise en question de la notion de ménage, qui est censée lui permettre de s'adapter aux évolutions en cours. Dans les années 1980, des réflexions autour de l'individualisation des enquêtes *Emploi du temps* ont émergé à l'Insee<sup>3</sup> et des enquêtes de l'Ined (Institut national d'études démographiques) ont tenté de préciser l'évolution des situations familiales. Mais c'est surtout depuis la fin des années 1990 que des investissements de forme ont été réalisés au sein des deux instituts pour analyser la place, objective et subjective, des individus au sein des ménages.

### PREMIER TEMPS : ASSIGNATION DE RÔLES SEXUÉS AU SEIN DES MÉNAGES

Depuis la dernière guerre, le ménage est une notion centrale de la statistique publique en France. Il l'est de façon pratique puisque, avec une définition qui pose l'équivalence entre logement et ménage<sup>4</sup>, il constitue l'unité élémentaire des grandes enquêtes sociales (aux côtés des fichiers d'État civil

<sup>3</sup> Cf. *infra*, Daniel Verger [1984].

<sup>4</sup> En l'absence de fichiers individuels, comme ceux de l'État civil ou de la Sécurité sociale, où l'on disposerait des adresses des personnes – comme c'est le cas dans les pays du nord de l'Europe –, les enquêtes de population s'appuient de fait sur une base de logements, dont l'Insee assure l'actualisation régulière par le biais des recensements et des fichiers de logements neufs et détruits.

qui servaient alors de source principale pour les démographes). Comme l'indique Claude Seibel [1989], cette importance vient des États-Unis d'où ont été importées (par Paul Thionet, Raymond Lévy-Bruhl et Jacques Desabie) des méthodes d'enquête par sondage auprès des ménages. Les enquêtes qui en sont nées, dont la première enquête sur l'*Emploi* de 1950, ont trouvé place au sein du département « Population et Ménages » de l'Insee. Dans l'histoire de la statistique française, le ménage est ainsi bien plus qu'un concept technique utilisé dans la sélection d'échantillons aléatoires de population. Comme l'illustre le nom du recueil publié en 1989 en l'honneur de Jacques Desabie [*Les ménages*, INSEE, 1989]<sup>5</sup>, la notion de ménage a symbolisé une certaine manière de faire des statistiques sociales, celle qui a prédominé durant les premières décennies de l'Insee (créé en 1946). La représentation statistique que la société se donnait d'elle-même se faisait alors au travers de tableaux établis par types de ménage et grands groupes sociaux, eux-mêmes déterminés par la position socioprofessionnelle des « chefs de ménage ». On analysait les ménages ouvriers ou urbains. C'était l'âge d'or de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles [Desrosières et Thévenot, 1988].

Bien sûr, une fois l'échantillonnage effectué et la prise de contact par l'enquêteur réalisée, on interrogeait des individus et non directement des ménages. Mais, dans les questionnaires comme dans les publications, les individus s'effaçaient derrière le ménage. Ils n'étaient le plus souvent enquêtés que comme des représentants du ménage, avec des rôles assignés par les statisticiens, en conformité avec les normes sociales de l'époque. Comme l'indique Monique Meron dans *Le travail du genre* [2003], le ménage est le lieu de rencontre entre le familial, le privé, voire l'intime – domaines souvent réservés aux femmes – et l'économique, le public, le social – domaines réservés des hommes. Pourtant, loin d'être compris comme un tout, comme le creuset qu'il est des liens sociaux les plus élémentaires, le ménage faisait alors l'objet d'une division du travail d'analyse. Du côté des démographes, on s'intéressait aux femmes, bien visibles mais enfermées dans leur fonction reproductrice et leur rôle familial. À l'opposé, du côté des sociologues et économistes, les analyses se concentraient sur la situation des hommes, seuls visibles quand il s'agissait d'évoquer l'emploi et le travail. L'histoire des outils et institutions statistiques (entre Ined et Insee) est aussi l'histoire du jeu de ces domaines réservés.

Un des exemples les plus frappants de cette répartition des rôles est l'enquête *Histoire familiale* qui, de sa première édition en 1954 à celle de 1975, est demeurée réservée aux femmes non célibataires. Thérèse Locoh, Jacqueline Hecht et Armelle Andro [2003] l'indiquent, il y a toujours eu un déséquilibre dans les analyses de la fécondité à privilégier le point de vue

<sup>5</sup> Jacques Desabie a contribué au développement des enquêtes portant sur les ménages à l'Insee. Il a notamment été responsable du département « Population et Ménages » de l'institut (cf. *infra*).

des mères, comme si c'était un domaine « féminin » : « Rien n'impose, si ce n'est un biais qui relève et révèle des rôles assignés selon le sexe, de faire des femmes les seules interlocutrices de toutes les grandes enquêtes de fécondité » [p. 306]. La femme épouse et mère potentielle est longtemps demeurée une figure statistique imposée. Ici, ce n'est pas d'invisibilité dont souffre le traitement réservé par la statistique aux femmes mais d'une représentation limitée et imposée. En s'intéressant à la fécondité et non à la condition des femmes, cette représentation est plus « fémino-centrée » que féministe, selon l'expression de Thérèse Locoh, Jacqueline Hecht et Armelle Andro [2003].

Dans le domaine du travail et de l'emploi, l'analyse statistique de la situation des femmes est également marquée par les représentations qui leur sont associées. Annie Fouquet [2003] a souligné les difficultés posées aux statisticiens par la « frontière » entre activité et inactivité pour les femmes. Dans les recensements de population comme dans les enquêtes *Emploi*, les changements de définition pour les femmes de milieu rural révèlent les réticences qu'il y a eues à considérer l'activité des aides familiales agricoles comme un travail, au-delà de son caractère domestique ou professionnel. Dans les années 1950, ces changements ont contribué, de plus, à une myopie statistique quant à la progression de l'activité féminine salariée. De 1954 à 1962, si nombre de femmes participaient à l'exode rural en quittant le monde agricole, pratiquement autant devenaient salariées. Aussi, derrière l'apparente stabilité du taux d'activité des femmes, un mouvement d'ampleur était en marche qui n'a été relevé par les statisticiens que plusieurs années après sa survenue. Cachez cette progression que je ne saurais voir et dont je ne sais anticiper les implications, écrivait-on en substance dans les publications de l'époque.

Finalement, ce qui ressort de l'examen des premières décennies après-guerre, c'est combien la situation professionnelle des femmes était source de difficulté et d'incompréhension dans la sphère statistique. Les catégories usuelles du travail et de l'emploi n'apparaissaient pas adaptées à la description de leur situation. Les analyses portaient d'ailleurs le plus souvent sur des aspects différents selon le sexe : on s'intéressait au travail des hommes et à l'emploi des femmes. Et quand des tableaux présentaient des données équivalentes pour les hommes et les femmes, c'était de façon séparée, dos-à-dos comme le note Annie Fouquet [2003], non en regard les unes des autres de façon à procéder à une comparaison. On commentait des différences renvoyant à la « nature » des rôles sexués, non des inégalités qu'il s'agissait de réduire (comme nous le verrons dans notre deuxième temps).

En fait, à cette période, hommes et femmes semblaient agir par les statistiques, chacun dans leur rôle. Mais s'agissant des

femmes et dans la mesure où les statisticiens étaient très majoritairement des hommes, cette logique prenait une connotation particulière. Une anecdote relevée par Michel Louis Lévy [1989] en témoigne. L'auteur évoque les réticences statistiques à développer des enquêtes sur les situations familiales à l'Insee. La scène se passe dans les années 1960 où « une petite cour de statisticiens de l'Insee déambule [...] entourant Jacques Desabie », qui s'interroge : « Tu nous vois demander aux Françaises à quel âge elles ont perdu leur pucelage, ou si leur premier enfant est bien de leur mari ? ». Et de citer ensuite le risque « d'un discrédit général de l'Insee » [p. 24]. À travers ce récit, vis-à-vis duquel Michel Louis Lévy prend de la distance – soulignant que « l'extrême prudence [de l'époque]<sup>6</sup> [...] n'a pas interdit une certaine extension progressive des questions posées, par exemple, *horesco referens*, la fécondité des jeunes femmes célibataires, désormais interrogées dans l'enquête *Famille* » et exprimant le « souhait [...] qu'il [l'Insee] confirme quelques hardiesses récentes au-delà des limites respectées jusqu'ici » [p. 26] –, on mesure l'air du temps et combien les choses ont changé en quelques décennies. Il s'agissait bien d'un monde pensé par les hommes pour les femmes qui, alors, semblaient bien avoir quelque chose d'impur [Bourdieu, 1998].

Il s'agissait aussi d'un temps où les statisticiens publics faisaient partie d'une noblesse d'État associée aux grandes orientations que devait suivre la reconstruction de l'après-guerre. La période était à la planification économique et sociale, avec comme objectifs le dévoilement et la réduction des inégalités sociales d'une part, le développement économique supposant satisfaits les besoins de main-d'œuvre d'autre part, en écho aux premières problématiques développées dans les enquêtes *FQP* [Monso et Thévenot, 2010]. Dans ce cadre, « on » hésite, pour les femmes, entre la nécessité de faire et s'occuper des enfants et la possibilité de combler les pénuries de main-d'œuvre. Les hésitations temporelles entre ces deux exigences faites aux femmes se lisent dans l'histoire des enquêtes *Emploi du temps*. Son ancêtre (la première enquête conduite à l'Ined en 1948) pose bien le premier terme de l'alternative. « Il s'agi[ssai]t de savoir ce que coût[ait] à la société en heures de travail la formation d'un enfant » [Fouquet et Charraud, 1989], p. 54]. Lendemain de guerre, déficit démographique et préoccupation nataliste constituent l'arrière-plan de l'enquête. À partir des budgets temps des femmes mariées (seules à être interrogées), un bilan comptable global (en heures) de l'ensemble des tâches domestiques est établi. Mère et ménagère, telle est la représentation des femmes que retient la statistique. Compte tenu du champ retenu pour l'enquête, la répartition des charges domestiques entre hommes et femmes est exclue de toute analyse possible.

<sup>6</sup> Ajout des auteurs.

Ce n'est alors pas une question que l'on se pose, tout simplement.

Certes, le rôle domestique des femmes est identifié comme principal frein à leur entrée dans le salariat. Mais, à choisir entre les deux, il n'y a pas d'hésitation possible : on opte pour le domestique au détriment du professionnel. Tel est le message qui se dégage des tableaux indiquant le taux d'activité féminine, selon le nombre d'enfants à charge. Le rôle premier des femmes, c'est d'être mère. Ensuite ou à défaut, il faut qu'elles participent à l'effort national de la reconstruction. Cité par Annie Fouquet et Alain Charraud [1989, p. 55], Jacques Desabie révèle dans une étude de 1952 l'esprit de l'époque : « plus du quart de la population active est constituée de personnes dont, pour des raisons sociales, on pourrait souhaiter qu'elles ne travaillent pas : [...] dix sont des jeunes de moins de vingt ans, treize ont plus de soixante ans et quatre [sont] des femmes salariées avec des enfants à charge ». On assigne selon les âges, le sexe et la situation familiale.

Quand, à la fin des années 1950, les pénuries de main-d'œuvre apparaissent (en raison du développement du marché intérieur), l'exigence posée aux femmes se modifie quelque peu. En 1958, alors qu'est effectuée la nouvelle enquête *Budget temps* de l'Ined, une des questions posées est : « Les femmes vont-elles pouvoir se libérer des tâches ménagères pour répondre à cet appel [de main-d'œuvre] ? » [Fouquet et Charraud, 1989, p. 56]. Avec des besoins croissants et alors que la population active attend l'arrivée aux âges de travail des générations nombreuses du *baby-boom*, il est envisagé de faire appel, au moins à titre temporaire, à la main-d'œuvre féminine. La principale réflexion concernant l'éventualité de l'activité féminine est la nécessité de réfléchir à des aménagements du travail, non de revoir l'équilibre de la prise en charge des tâches domestiques, de fait impossible à mettre en évidence en l'absence d'interrogation des hommes dans l'enquête. Dans les publications statistiques, les femmes apparaissent toujours agies par des hommes planificateurs. « Pourquoi ne pas favoriser leur activité avec le temps partiel ? » se demande Alain Girard [1958]. Même chose du côté de l'Insee, avec l'enquête sur *Le travail féminin*, de 1958, censée examiner les obstacles à l'activité des femmes. Rétrospectivement, les obstacles apparaissent avant tout dans les têtes puisque les commentaires soulignent que les deux tiers des femmes inactives de moins de cinquante-cinq ans indiquent qu'elles ne travailleront pas quoi qu'il arrive, oubliant au passage le formidable réservoir de main-d'œuvre que constitue le tiers restant [Fouquet et Charraud, 1989].

Comme le soulignent Thérèse Locoh, Jacqueline Hecht et Armelle Andro [2003], pour la démographie, tout n'est pas histoire de données disponibles. Les « non-dits de genre » étaient présents, faits de stéréotypes, de questions non posées,

## Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps

---

de données non commentées, etc. Il y a bien les statistiques et ce que l'on en dit. Ainsi en allait-il pour les enquêtes d'*Opinion sur la natalité et la population* (posées des années 1950 aux années 1980) où le peu d'attention accordé aux différences de sexe et, lorsque c'est le cas, à la similitude des réponses entre hommes et femmes ne laisse de surprendre. Soit les femmes étaient invisibles, soit leur spécificité ne savait être relevée. Malgré les évolutions dont nous allons tenter de comprendre les ressorts, ces représentations sexuées n'ont pas disparu. Et elles s'appuient encore parfois sur la notion de ménage, comme masque des différences de sexe. Ainsi les ménages ont-ils une opinion ou des comportements d'épargne, indépendamment des individus qui sont interrogés en pratique, et de leur sexe [L'Hardy, 1989 ; Vangrevelinghe, 1989]. Il est vrai que les femmes n'ont eu le droit de vote et l'éligibilité qu'en 1944 et la possibilité d'ouvrir un compte en banque ou d'exercer une activité sans l'autorisation de leur mari qu'en 1965...

Au-delà de ces situations de résistance, les choses ont pourtant changé. Les premières décennies de la statistique de l'après Seconde Guerre mondiale témoignaient, en chœur avec la société elle-même, d'une représentation *gender blind*. À la suite d'Annie Fouquet pour l'Insee [2003] et de Thérèse Locoë, Jacqueline Hecht et Armelle Andro pour l'Ined [2003], nous avons pu montrer les obstacles statistiques rencontrés en chemin par les études sur le genre et les complicités objectives que les catégories et données statistiques ont entretenues avec ce mode de représentation. Elles correspondaient à l'âge d'or des enquêtes auprès des ménages, dans lesquelles les individus restaient le plus souvent en retrait. On raisonnait souvent de façon asexuée, au « neutre masculin » pour reprendre l'expression de Margaret Maruani [2001]. Et la notion de ménage a largement participé de cette représentation bien réglée où, chacun en fonction de son sexe, parfois aussi de son âge, était assigné à un rôle selon les besoins de l'économie ou de la société. Comme nous allons le voir, les années 1970 ont marqué un tournant, avec l'émergence progressive de l'individu statistique en France.

### DEUXIÈME TEMPS : MISE EN ÉVIDENCE DES INÉGALITÉS DE SEXE

La progression de l'activité des femmes, finalement relevée au milieu des années 1960, les événements de mai 1968 et le développement des mouvements féministes dans la décennie suivante ont engagé la statistique dans une nouvelle ère. Les différences de droit entre hommes et femmes sont combattues, les différences de fait sont présentées comme des inégalités qu'il faut résorber.

<sup>7</sup> On notera que la présentation faite en 1989 des enquêtes de conjoncture des ménages vaut toujours aujourd'hui...

Bien sûr, le ménage est demeuré l'entrée principale des enquêtes statistiques de population pour des raisons techniques. Mais, en tant que catégorie d'analyse, il s'est effacé au profit de l'individu. De nombreux facteurs, sur lesquels nous reviendrons, ont concouru à cette évolution. Comme le montre Laurent Toulemon dans ce dossier, la composition des ménages s'est profondément modifiée depuis les années 1970 : le droit a évolué ; les situations de fait aussi, avec l'augmentation des divorces, des séparations, puis des recompositions familiales. Dans le même temps, la fécondité a fortement baissé, ce que Gérard Calot, dans *Les Ménages* [1989], présente comme la conquête d'une nouvelle frontière de la liberté individuelle. Parallèlement à ces évolutions d'ampleur ayant affecté le nombre et la structure des ménages, l'individu s'est, sans difficulté, imposé comme l'unité d'analyse à privilégier. Les sciences sociales, vis-à-vis desquelles l'univers statistique s'est de plus en plus ouvert [Seibel, 1989], ont également contribué à affirmer la position de l'individu en se référant de façon croissante au paradigme de l'individualisme méthodologique, qu'il s'agisse de la microéconomie ou de la sociologie des modèles d'acteurs, pour reprendre les courants disciplinaires les plus en vogue au sein de l'institution statistique, à partir des années 1980. Enfin, l'augmentation des puissances de calcul et la révolution technologique qu'a constituée l'arrivée de la micro-informatique au début des années 1990 ont rendu possible à la fois la collecte de données individuelles complexes et leur traitement. Nul besoin, dès lors, de se limiter à une personne pour résumer la situation des ménages, dont la visibilité s'est effacée, de fait, au profit des individus qui les composent. Ce sont progressivement les enquêtes, où l'on n'interrogeait qu'au niveau du ménage – comme les enquêtes *Budgets de famille*, *Patrimoine* ou *Logement* –, qui se sont mises à poser question tant les statisticiens se sont habitués à raisonner avec une entrée individuelle.

Ces évolutions n'ont pas été neutres du point de vue du genre. Le fait d'adopter une entrée individuelle dans l'exploitation des enquêtes a permis de comparer systématiquement les situations des hommes et des femmes. Le recul du modèle des classes sociales s'est accompagné de l'émergence de nouvelles catégories d'analyse, dont le sexe, et de nouvelles problématiques : selon Olivier Monso et Laurent Thévenot [2010], le thème des inégalités sociales (mesurées classiquement, nous l'avons vu, par la catégorie du « chef de ménage ») s'est notamment effacé au profit de celui du capital humain et des discriminations. L'entrée est alors résolument individuelle, le sexe faisant partie des caractéristiques qui peuvent être des ressources ou des handicaps sur le marché du travail. Ainsi, l'activité professionnelle et les situations de travail des femmes, longtemps restées dans l'ombre de celles des

## Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps

hommes, s'en sont trouvées éclairées. Symétriquement, le rôle familial des hommes est devenu un objet d'analyse à part entière. Les directions suivies par les démographes et les statisticiens économistes sont inverses, mais concourent à une convergence dans la manière d'aborder la situation des hommes et des femmes et, institutionnellement, à une proximité de plus en plus développée entre l'Ined et l'Insee. L'affirmation d'un individu statistique, l'*homo statisticus*, et son émancipation du ménage ont permis une désassignation des rôles sexués, c'est-à-dire qu'il devienne une femme comme une autre.

Dans le champ de la démographie, l'évolution des enquêtes *Histoires familiales* traduit bien ces évolutions. Conduites du milieu des années 1950 au milieu des années 1970, les trois premières éditions étaient restées limitées aux femmes non célibataires (respectivement de 45 à 54 ans, puis de moins de 70 ans et enfin de moins de 65 ans). La première rupture se situe, en 1982, quand en élargissant son champ aux célibataires, l'enquête répond aux principales critiques portées contre celle de 1975 (de fait peu exploitée en raison de son absence de prise en compte de l'évolution des structures familiales et des représentations associées à la famille). Le questionnaire a doublé de taille, passant de deux à quatre pages, et comprend des questions sur les dates de mise en couple et de séparation (non plus seulement de mariage et de divorce), la vie professionnelle des femmes enquêtées et les modes de garde des enfants. Signe des temps, le thème qui a fait l'objet d'un investissement particulier du point de vue du questionnaire est l'activité féminine. En 1999, une nouvelle rupture intervient avec l'intégration, enfin, des hommes dans le champ de l'enquête. Après s'être intéressée à la descendance finale des femmes (1954), à la fécondité à tout âge (1962 et 1975), à l'activité féminine (1982), aux modes de garde des enfants (1990), l'édition de 1999 étend l'investigation de la fécondité aux hommes. Les questionnaires sont désormais strictement identiques pour les deux sexes et les réponses des hommes ne sont pas seulement abordées sous l'angle de leur cohérence ou incohérence avec celles des femmes<sup>8</sup>. Cette évolution apparaît bien tardive. Elle est, en réalité, en partie liée à un partage des domaines entre l'Insee et l'Ined : les indicateurs démographiques les plus lourds, qui nécessitent de très larges échantillons, sont estimés à partir des enquêtes post-censitaires de l'Insee (les enquêtes *Histoires familiales*) quand des enquêtes conduites auprès des ménages sont développées par l'Ined. En l'occurrence, les hommes étaient interrogés sur leur fécondité (passée et projetée) dès la première édition, en 1986, de l'enquête *Situations familiales*.

Grâce à ces enquêtes, des comparaisons entre hommes et femmes sont désormais possibles, concernant par exemple les étapes du passage à l'âge adulte [Toulemon, 1994]. La conver-

<sup>8</sup> Dissonance éventuelle que l'enquête en face-à-face *Biographie et entourage* de l'Ined, réalisée en 2001, a permis d'examiner pour un sous-échantillon d'hommes et de femmes de 50 à 70 ans ayant répondu à l'enquête *Histoire Familiale* de 1999.

gence des trajectoires des hommes et des femmes n'est plus supposée mais démontrée, en les comparant de génération en génération : il est ainsi établi que les femmes ont acquis progressivement un statut d'adulte moins dépendant de celui de leur conjoint. Pour les démographes, le passage d'un temps « ménage » à un temps « individu » a quelque chose de particulier puisque nombre de statistiques étaient historiquement fondées sur des fichiers administratifs individuels (comme les fichiers d'État civil pour la fécondité, la nuptialité et la mortalité). À partir des deux principales séries d'enquêtes démographiques que sont *Histoires familiales* et *Situations familiales*, on observe cependant bien une évolution : d'une logique de ménages où les rôles étaient assignés selon le sexe et où la fécondité était essentiellement abordée comme une question féminine, on est passé à une période où, interrogées de concert, les situations des hommes et des femmes ont pu être comparées et analysées en termes d'inégalités. Comme le notent Thérèse Locoh, Jacqueline Hecht et Armelle Andro [2003, p. 314], le développement de l'usage du concept de genre en démographie, qui coïncide avec cette période, s'est accompagné d'une déconstruction de ses catégories normatives. « Appréhender la reproduction humaine, phénomène directement inscrit dans le biologique, dans une perspective de genre, implique de montrer dans quelle mesure la naturalisation de la capacité reproductive des femmes, qui reste une capacité physiologique indépassable, occulte l'organisation sociale de la reproduction. [...] L'intégration des hommes à l'analyse, par l'étude de la fécondité et des projets reproductifs des hommes, permet de prendre au sérieux le caractère relationnel et asymétrique des identités et des enjeux sexués ».

En matière d'emploi, les évolutions sont plus sensibles dans les publications que dans les enquêtes elles-mêmes. Certes les enquêtes *Conditions de travail*, qui s'ouvrent en 1991 aux caractéristiques des emplois de service (occupés majoritairement par des femmes), suivent ce mouvement, après avoir été fortement marquées (en 1977 et 1984) par l'orientation ouvrière de leur questionnaire. Mais les données des enquêtes *Emploi, FQP* ou des *Recensements de la population* permettaient déjà des analyses en termes d'inégalités entre hommes et femmes. Certes, la dimension sexuée des nomenclatures socioprofessionnelles, qui a été réaffirmée par défaut lors de la refonte de 1982 fait toujours obstacle à l'analyse. Du côté des publications statistiques, on se met toutefois à regarder le travail des femmes à la loupe et à le comparer plus systématiquement à celui des hommes, que ce soit du point de vue de l'accès à l'emploi, de la reconnaissance des qualifications, des salaires ou des conditions de travail. On passe d'une logique de présentation des différences entre hommes et femmes à une logique d'analyse des inégalités. La

revendication « À travail égal, salaire égal » trouve un écho dans les publications de l'Insee et les salaires qu'apportent les femmes à leur ménage ne sont plus seulement perçus comme des revenus d'appoint. Les femmes sont considérées comme actives à part entière [Fouquet et Charraud, 1989]. C'est précisément un des problèmes que posent ces évolutions, car elles mettent de nouveau l'accent sur la tension entre fécondité et activité professionnelle – deux rôles difficiles à concilier, mis en évidence dans les enquêtes *Emploi du temps*.

Alors que la première enquête conduite à l'Insee, en 1967, interrogeait des hommes et des femmes, très peu d'analyses avaient été produites en termes d'inégalités sexuées. L'enquête de 1975, en revanche, est marquée par l'apparition de travaux soulignant les inégalités en la matière : le déséquilibre de la répartition des tâches ménagères entre hommes et femmes est explicitement dénoncé [Rousse et Roy, 1981] alors qu'un article fournit pour la première fois une évaluation horaire et monétaire simultanée du travail domestique et du travail professionnel [Chadeau et Fouquet, 1981]. On renoue avec une approche comptable déjà utilisée avec l'enquête de l'Ined de 1948 mais, signe du changement d'époque, le comptage du temps est maintenant utilisé pour souligner les différences entre hommes et femmes, non pour estimer les ressources productives que représente le temps « libre » des femmes. On ne peut pourtant examiner la manière dont les inégalités se dessinent au niveau du ménage, puisque seule une personne (sélectionnée aléatoirement) est interrogée. Il faudra attendre l'enquête de 1985-1986 pour que, lorsque le ménage comprend un couple, les deux conjoints soient interrogés. Ce n'est qu'à partir de l'enquête suivante (réalisée en 1998-1999) que cette possibilité d'analyse sera réellement exploitée (entre autres par Laurent Lesnard [2002]). De fait, l'analyse de l'articulation des temps au sein des ménages renvoie davantage à ce que nous avons qualifié de troisième temps dans notre (petite) histoire des statistiques.

L'histoire des enquêtes *Emploi du temps*, toutes séparées de plus d'une dizaine d'années, révèle le peu d'empressement de l'Insee à examiner cette thématique. Tout se passe comme s'il était acquis que les différences entre hommes et femmes étaient « structurelles », qu'elles n'étaient amenées qu'à se modifier très lentement. Mais sans doute l'absence de données plus régulières ne favorise-t-elle pas les prises de conscience en la matière.

Nous l'avons indiqué, s'agissant des premières décennies après-guerre, la manière dont les statisticiens regardent la société semble jouer autant que les outils dont ils disposent. Les représentations évoluent mais des résistances demeurent, comme le montre l'article « Les ménages n'auront plus de chef » [Courson, 1982], qui acte leur transformation en « personnes de référence » mais correspond, de fait, davantage à

<sup>9</sup> Les « personnes de référence » demeurent les hommes dans les couples, ce qui a d'ailleurs été critiqué à l'époque [Meron, 1983]. Il faudra attendre encore plusieurs années pour que la discussion remette en question ce choix (cf. Thibaut de Saint Pol, Aurélie Deney et Olivier Monso [2004] et *infra*, notre troisième temps).

un habillage terminologique (certes symbolique) qu'à une modification en profondeur<sup>9</sup>. Le fait que les statisticiens et démographes soient des hommes ou des femmes n'est, à cet égard, pas neutre. Thérèse Locoh, Jacqueline Hecht et Armelle Andro [2003] l'ont souligné, l'augmentation du nombre de femmes parmi les démographes n'est pas étrangère à la prise en compte des thématiques de genre. S'agissant de l'Insee, l'ouverture des postes d'administrateur aux femmes s'est également traduite dans la composition sexuée des statisticiens. Au début des années 1980, des femmes telles que Maryse Huet, Monique Meron, Annie Fouquet ou Maryse Marpsat ont été des pionnières, à l'Insee, de l'introduction du genre dans les travaux statistiques. La présence des deux dernières dans l'équipe de publication des recueils de *Données sociales* de 1984 et 1987 s'est d'ailleurs accompagnée d'un intérêt accru porté aux femmes dans ces publications. La difficulté de bien rendre compte des évolutions de la société y est énoncée : « Les relations entre la catégorie socioprofessionnelle des individus, utilisée dans l'étude de l'emploi ou du salaire, et celle des ménages, plus habituelle pour analyser par exemple les budgets familiaux ou le logement, deviennent moins simples à une époque où l'activité salariée et l'autonomie sociale relative des femmes se sont accrues » [Insee, 1984, p. 3].

Dans la décennie 1990, les inégalités entre hommes et femmes vont s'imposer au niveau européen comme une thématique centrale, avec le *gender mainstreaming*. La nécessité d'intégrer la dimension sexuée dans tous les outils et dans toutes les productions statistiques s'impose progressivement au niveau national. Finalement, depuis une dizaine ou une quinzaine d'années, on pourrait penser que les statistiques sont devenues *gender friendly*. Sans doute est-ce assez largement le cas. Bien sûr, des retours en arrière sont toujours possibles et des avancées sont souhaitables sur des questions ponctuelles. Mais on peut suivre Annie Fouquet [2003] lorsqu'elle suggère que le travail qui s'impose désormais en matière d'inégalités entre hommes et femmes est sans doute plus politique que directement statistique.

Pour autant, les évolutions récentes que l'on peut observer dans la sphère statistique ne nous semblent pas neutres en termes de genre. Un troisième temps, qui invite à réinscrire les individus au sein des ménages et à comprendre comment s'y forment les inégalités entre hommes et femmes et s'y définissent ou redéfinissent les rôles sexués, nous semble en effet émerger depuis quelques années.

### TROISIÈME TEMPS : UNE ANALYSE DES RÔLES SEXUÉS AU SEIN DES MÉNAGES

Ce temps, qui marque l'actualité de l'univers statistique, trouve ses origines dans des réflexions inaugurées dès les années 1980 à l'Ined. Parce qu'ils prennent pour objet central la cellule familiale, les démographes ont commencé bien avant les autres statisticiens à ouvrir la boîte noire des ménages et à examiner plus en détail les rôles qu'y jouaient leurs membres.

L'enquête sur la *Formation des couples* de 1983-1984 prenait explicitement pour objet le couple. Réalisée vingt-cinq ans après l'enquête d'Alain Girard (*Le choix du conjoint* [1958]), elle se situait dans une perspective d'analyse des évolutions de la façon dont on choisissait son partenaire. Centrée sur le lien entre homme et femme au sein des couples, l'enquête correspond à une période charnière où l'on observe à la fois les inégalités sociales et les inégalités de sexe : dans la présentation de l'enquête, les concepteurs se demandent si, dans tous les milieux, hommes et femmes jouent le même rôle au moment de se choisir l'un l'autre ; en même temps, l'analyse des écarts d'âge sera interprétée en termes de rapport de pouvoir au sein du couple [Bozon, 1990], ce qui préfigure des interrogations plus récentes. Une autre série d'enquêtes, qui s'intéressent aux *Comportements sexuels des français* (1970, 1992, 2006), témoigne de ce que les relations entre hommes et femmes, ici examinées dans leur intimité, sont depuis longtemps un objet d'analyse des démographes. L'évolution des questionnaires illustre l'émergence de notre troisième temps : alors que la première édition s'intéressait de façon centrale à la question de la contraception (alors encore uniquement perçue comme une question, un problème, féminin-e), la deuxième ouvrait son questionnement aux hommes pour mieux comprendre leurs comportements (l'épidémie de Sida était en pleine expansion). Ce n'est qu'avec la troisième édition de l'enquête que les rapports entre les hommes et les femmes ont été explicitement avancés comme un de ses principaux objectifs : avec la médiatisation du plaisir féminin, la manière de concevoir le couple et la sexualité auraient été modifiées.

Ces enquêtes, de même que celles sur les *Situations familiales* (1985 et 1994) et l'enquête *Relations familiales et intergénérationnelles* (2005, 2009)<sup>10</sup>, explorent les relations au sein des ménages à la fois d'un point de vue objectif et d'un point de vue subjectif. La manière de concevoir la sexualité, la place des pères et des mères, la manière de se représenter sa situation familiale sont ainsi des thèmes nouveaux qui se sont progressivement imposés dans la recherche quantitative en sciences sociales. L'érosion, de fait, du mariage et la décons-

<sup>10</sup> Qui en constituent le prolongement dans un cadre international (le programme *Gender and Generation Study*).

truction de la cellule familiale ont été de puissants moteurs du développement de ces thématiques, qui montrent des évolutions différentes, selon qu'on est un homme ou une femme. Comme le note Olivia Samuel [2009], à partir de l'enquête *Histoire de vie – Construction des identités*, « les femmes expriment [particulièrement] une forme d'affirmation de soi échappant aux normes sociales de la famille » [p. 122]. Cette enquête est emblématique d'une tendance observée plus largement en sociologie dans les années 1990 [Corcuff, 1995], qui pose les individus comme pluriels, synthèse de multiples rôles sociaux et facettes identitaires. Son objectif est d'ailleurs précisément de comprendre comment s'articulent ces facettes, comment sont endossés, revendiqués ou au contraire déniés les rôles assignés par la société, notamment ceux, familiaux, qui renvoient aux positions au sein du ménage.

S'agissant de l'enquête *Histoires Familiales*, l'apparition du troisième temps de notre grille d'analyse est moins évidente. En 1999, comme en 2011, les questionnaires des hommes et des femmes sont identiques, mais posés dans des ménages différents<sup>11</sup>. On s'intéresse ainsi aux phénomènes de façon macrosociale sans entrer dans une analyse de type micro-social, c'est-à-dire sans prendre réellement le couple comme entité d'analyse [Locoh, Hecht et Andro, 2003]. On peut toutefois percevoir les évolutions en comparant la manière avec laquelle les enquêtes de 1990 et de 2011 abordent la question des modes de garde : c'est une question pour les femmes, de fait, dans le premier cas, alors qu'elle devient ensuite « partagée », puisque posée de la même manière pour les hommes et les femmes. Une nouvelle manière de voir la conciliation émerge, moins « maudite » pour les femmes puisqu'adressée également aux hommes. Déclinée au masculin, sans doute s'agit-il d'arrangements professionnels et non seulement de conciliations domestiques ? Quoi qu'il en soit, dans l'évolution récente des statistiques sociales, la conciliation concerne désormais autant la relation des individus au sein des ménages que l'équilibre entre temps professionnel et domestique. On trouve également la trace de cette évolution dans l'enquête *Famille et employeurs* de l'Ined [2005].

Pour les démographes, le fait de prendre pour objet les couples ou plus largement les ménages conduit à poser les questions en termes de pouvoir, de coopération, de conflit. Il en va ainsi dans l'étude de décisions de fécondité en Afrique de l'Ouest, qui sont analysées à la fois en fonction des caractéristiques des individus et de celles des couples [Andro, 2001]. C'est sous l'impulsion de chercheurs d'autres pays (Canada) ou travaillant sur d'autres pays (Afrique) que des travaux sur les rôles sexués se sont particulièrement développés, comme si les résistances nationales étaient plus faciles à lever s'agissant d'autres que soi [Locoh, Hecht et Andro, 2003]. S'agissant de la nécessité d'ouvrir les ménages, les

<sup>11</sup> L'argument budgétaire, non dénué de fondement, est mis en avant pour justifier cette décision. De fait, des questionnaires identiques posés aux deux conjoints décriraient fréquemment une même « histoire familiale ».

## Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps

analyses faites sur les pays du « Sud » ont particulièrement souligné l'importance de considérer le ménage en tant que système d'allocation des ressources entre ses membres plutôt qu'en tant que groupe partageant un système de production et de consommation commun. Analogue pour ces pays au *gender mainstreaming* tel qu'il a par exemple été mis en avant dans les instances européennes et par l'OIT (Organisation Internationale du Travail) au cours des années 1990, cette position s'est trouvée popularisée par la FAO (*Food and Agriculture Organization*)<sup>12</sup>, qui propose, dans une optique de genre, de s'intéresser tout particulièrement aux questions de la contribution et de l'accès des femmes aux ressources du ménage.

À l'Insee, ces problématiques ont mis plus de temps à émerger, ou du moins à s'imposer. Elles sont toutefois désormais bien visibles. En 2010, le module thématique du panel européen sur les revenus et les conditions de vie des ménages (*EU-SILC*, *SRCV* pour sa partie française) concerne le « Partage des ressources au sein du ménage ». Il s'inspire en partie du module « Décision dans les couples » de la dernière enquête *Emploi du temps* (2009-2010), qui se situe elle-même dans le prolongement d'interrogations développé par l'enquête *Relations familiales et intergénérationnelles* de l'Ined (2005). Posé à un large échantillon de couples, ce module, proposé et conçu par Sophie Ponthieux, vise à examiner le degré de mise en commun des ressources entre conjoints et à mieux comprendre les facteurs qui jouent dans les processus de décision. Comme l'indique la note de problématique présentant l'enquête [Insee, 2009], il s'agit de répondre à une demande sociale, notamment exprimée au Cnis (Conseil national de l'information statistique)<sup>13</sup> et à une attente de la part d'économistes et de sociologues. Le questionnaire a été conçu précisément en tentant de prendre en compte les diverses pistes analytiques et théoriques que l'on trouve dans les deux disciplines : en sociologie, celles qui ressortent de travaux sur l'argent dans les couples (notamment ceux de Jan Pahl et Carolyne Vogler, 1994) ; en économie, celles ouvertes par les modèles collectifs de décision, qui considèrent le ménage non plus seulement comme un lieu de partage, mais aussi de pouvoir, de négociation, de conflit (cf. l'article d'Olivier Donni et Sophie Ponthieux dans ce dossier). L'information nouvelle qui sera apportée par le module sur l'organisation financière du ménage, sur le partage des responsabilités et des décisions et sur leurs déterminants<sup>14</sup> pourra suggérer des pistes pour dépasser les limites de l'approche unitaire du ménage, qui reste actuellement à la base de la plupart des études sur les risques de pauvreté des individus (cf. l'article de Danièle Meulders et Sile O'Dorchaï dans ce dossier).

Avant que les rapports entre individus au sein des ménages ne deviennent un objet d'analyse à part entière dans la

<sup>12</sup> Qui dépend de l'ONU (Organisation des Nations Unies).

<sup>13</sup> Le *Rapport sur les niveaux de vie et les inégalités sociales* (2006) du Cnis rappelle en effet que « Les inégalités de niveaux et de conditions de vie sont, pour l'essentiel, repérées sur la base de la notion statistique de ménage et d'une hypothèse d'égalité des situations au sein des ménages. Cette hypothèse est manifestement inexacte qu'il s'agisse du pouvoir de décision sur l'utilisation des ressources ou de la jouissance de biens et services individualisés » (p. 6) et suggère ensuite de « développer des travaux exploratoires sur l'économie de la famille et la prise de décision au sein des ménages. Ces travaux pourront prendre la forme d'une enquête. » (p. 17).

<sup>14</sup> Les questionnaires sont remplis de façon séparée par les deux conjoints.

sphère statistique, l'Insee s'était interrogé sur la tension croissante entre niveaux individus et ménages. De façon plus technique et moins explicite qu'à l'Ined, la question de l'articulation entre ces deux niveaux avait été soulevée dès les années 1980. Un article de Daniel Verger [1984] illustre particulièrement ces réflexions. Il y examine l'usage individuel des équipements au sein de la famille, usage à même de révéler le rôle occupé par les différents membres du ménage : « enfant roi, femme esclave ? » s'interroge-t-il [p. 85]. Mettant l'accent sur la complexité des phénomènes (entre utilisation, possession et pouvoir), il propose un questionnaire pour ouvrir la boîte noire que constitue le ménage. Cette proposition ne sera pas retenue, ni celle de développer fortement les interrogations sur la nature individuelle ou collective des usages de l'argent au sein des ménages dans les enquêtes *Budget des familles*<sup>15</sup>.

<sup>15</sup> Cf. l'article d'Alain Desrosières [2003], qui s'interroge sur la difficile mesure de l'individualisation des dépenses au sein des ménages.

<sup>16</sup> Avec une enquête limitée aux hommes, qui fait écho à l'enquête de 2000 sur les *Violences envers les femmes*, ce qu'il conviendrait d'analyser : le fait qu'hommes et femmes s'y voient toujours seuls assignés à des rôles sociaux possibles (ici respectivement de prisonniers et de victimes) peut être considéré comme une résistance des représentations différentialistes entre hommes et femmes. S'appuyant sur des arguments techniques (il y aurait trop peu de femmes dans les lieux de détention et trop peu d'hommes victimes de violences intra-familiales), cette décision semble témoigner de ce que la statistique, lorsqu'elle ne prend pas le risque d'explorer des situations *a priori* peu nombreuses, peut être prisonnière des représentations sociales dominantes.

En réalité, en miroir de l'érosion des cellules familiales et de l'émancipation individuelle observée la décennie précédente, les années 1980 ont vu se rencontrer un mouvement de déconstruction du ménage comme seule unité pertinente d'analyse des phénomènes sociaux et la montée de l'individualisme méthodologique. À l'Insee, plusieurs expériences novatrices ont ainsi vu le jour comme le rappelle Claude Seibel [1989] : le panel lorrain visait à suivre des ménages, des « unités qui se déforment » [Padieu, 1989, p. 31] ; le programme thématique sur la « Production domestique » en 1987 entendait répondre aux « problèmes de concept et d'observation difficiles [...] le développement de l'économie informelle, les modifications dans le partage des tâches entre hommes et femmes, à l'intérieur des couples » [Seibel, 1989, p. 16]. Mais ces thématiques ont ensuite quelque peu été mises entre parenthèses, en raison de la complexité des problèmes techniques rencontrés, aussi de l'absence de cadres théoriques permettant d'analyser de telles données.

Il faudra attendre la fin des années 1990, après qu'une majorité des travaux s'est centrée sur les individus, en oubliant le plus souvent qu'ils appartenaient à des ménages, pour que la question de l'articulation de ces deux niveaux soit de nouveau et explicitement posée à l'Insee. Cette interrogation prend place dans un contexte de remise en question large de la notion de ménage. On étend les investigations statistiques au-delà des logements « ordinaires », en enquêtant les ménages « collectifs » (les prisons comme dans l'enquête *Histoires Familiales* de 1999<sup>16</sup> ; les maisons de retraite et établissements de santé comme dans l'enquête *Handicap, Incapacité, Dépendance* de 1999) et les personnes « hors ménages », comme les « sans domicile » (en 2001 pour l'enquête nationale de l'Insee). Surtout, des réflexions visent à redéfinir le Tronc Commun des Ménages (TCM), qui sert à identifier au début de chaque enquête les contours du ménage interrogé et les liens

## Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps

qu'entretiennent ses membres. Présentées dans une note interne de l'Insee [Guglielmetti *et al.*, 2001], ces réflexions reviennent sur le concept de « ménage-logement », « qui s'est imposé à un moment où la famille nucléaire monocalisée stable, et partageant les mêmes ressources pouvait passer pour le modèle quasi-général » [p. 3]. Remontant aux années 1950, ce modèle a perdu de sa pertinence avec l'augmentation du nombre de divorces, l'allongement des études universitaires, l'évolution des étapes du passage à l'âge adulte, etc. Le nombre des ménages éclatés entre plusieurs adresses a augmenté, de même que celui des couples qui ne partagent pas le même logement. C'est finalement l'unité pertinente pour les analyses, de moins en moins fréquemment strictement comprise dans les limites du ménage-logement, qui a été remise en question.

La notion d'« unité de vie » est ainsi apparue, qui définit à partir du logement<sup>17</sup> mais sans en être prisonnière, l'ensemble des personnes « qui partagent une (ou plusieurs) résidence(s) habituelle(s) et ont, de plus, un budget, des activités, des projets communs ». L'usage de cette notion, en vigueur à l'Insee dans le TCM depuis 2004, s'inscrit dans un processus européen d'harmonisation des pratiques d'enquête<sup>18</sup>. Surtout, cette décision signe la déconnexion désormais possible entre le logement, le budget et la famille. Les liens, notamment familiaux, entre les différents membres du ménage sont également précisés dans le nouveau TCM, qui permet ainsi le repérage des couples de même sexe. Si le point de départ demeure le tirage de logements et a donc des conséquences empiriques limitées, l'évolution est loin d'être mineure d'un point de vue conceptuel. Se dessine progressivement une statistique où l'entité fondamentale est l'individu dont la position pourra être replacée dans des ménages qui, selon les questions analysées, pourront être définis comme des logements, des familles ou des unités économiques. La notion d'« *intimacy* » (intimité) retenue par le programme international « *Gender and Generation Survey* » dans lequel s'inscrit, à l'Ined, l'enquête *Relations familiales et intergénérationnelles* (2005) élargit encore l'univers des définitions possibles de la notion de ménage. Au modèle d'unité implicite et de stabilité du triptyque logement-budget-famille<sup>19</sup> succède progressivement celui d'un groupe d'individus entretenant des relations de divers ordres et dont la permanence n'est plus supposée. La multi-résidence et les liens familiaux partagés (*cf.* l'article de Laurent Toulemon dans ce dossier), mais aussi les échanges monétaires intra- et extra-familiaux peuvent être examinés sous un jour nouveau. On mesure combien les positions et rôles des hommes et des femmes ne s'y dessinent plus nécessairement de la même manière.

La « personne de référence », qui a succédé au « chef de ménage », s'en voit potentiellement redéfinie et sans, à l'ave-

<sup>17</sup> Qui reste le seul moyen d'accéder à ce groupe d'une façon rigoureuse en termes de sondage.

<sup>18</sup> La définition budgétaire du ménage s'est historiquement imposée dans nombre de pays comme le Royaume-Uni, *cf.* Maryse Marpsat [1991], par exemple.

<sup>19</sup> Au sein de laquelle on pourrait en outre distinguer ce qui relève des relations affectives et/ou intimes de ce qui tient de la parenté (par le biais de la nuptialité ou d'autres formes d'unions contractuelles de couple ou par le biais de la filiation).

nir, de priorité nécessairement donnée à un sexe : pour des ménages compris au sens du budget, ce pourrait être l'apporteur principal de ressources ; pour des ménages au sens du logement, ce pourrait être le détenteur contractuel du logement ; pour des ménages au sens de cellule familiale, la nécessité de résumer le ménage à une personne pourrait même être discutée, les éventuels pères et mères pouvant y être analysés de concert. *L'Enquête Longitudinale Française depuis l'Enfance (ELFE, 2011)* préfigure cette orientation puisque la « personne de référence » y est la mère sans que la place du père ne soit occultée : les différents questionnaires du dispositif tentent de trouver un équilibre entre l'interrogation conjointe et articulée des père et mère et la maîtrise de la durée des entretiens d'enquête.

\* \*  
\*

Juste après la Seconde Guerre mondiale et le développement des enquêtes portant sur les ménages à l'Insee, la manière qu'a eue la statistique de représenter les individus et les ménages s'est fortement modifiée. Cela n'a pas été sans conséquence sur la représentation statistique des différences entre hommes et femmes. D'une période longue de plusieurs décennies où le ménage a masqué l'évolution des situations différenciées selon le sexe par une assignation des hommes et des femmes à des rôles distincts, ainsi réifiés, la sphère statistique s'est progressivement centrée sur les individus, ce qui a permis la mise en évidence et l'analyse des inégalités sexuées. Parallèlement, bien que plus tardivement, la remise en question du ménage a invité à repenser les différences entre hommes et femmes en les réinscrivant au sein des ménages.

Ces évolutions correspondent à un déplacement normatif progressif plus qu'à de véritables ruptures dans l'histoire des statistiques sexuées. Elles ne sont bien sûr pas sans exception, certaines enquêtes ou certains travaux apparaissant soit en avance, soit en retard sur leur « temps »<sup>20</sup>. Et la perception des évolutions peut elle-même être oublieuse du passé<sup>21</sup>. Enfin, certains thèmes demeurent essentiellement analysés soit au niveau des ménages, soit au niveau des individus. Toutefois, nous l'avons montré, les trois temps que nous avons présentés témoignent d'inflexions qui engagent de très nombreuses enquêtes de la statistique sociale. Elles nous paraissent avoir une portée générale.

La manière dont les données statistiques ont présenté les emplois du temps des hommes et des femmes nous semblent particulièrement les résumer. D'abord uniquement réservées aux femmes et ayant pour objectif de voir si elles étaient tout à la fois capables de repeupler la France d'après-guerre et, le cas échéant, de servir de main-d'œuvre d'appoint, les enquêtes

<sup>20</sup> On peut par exemple citer, avec Thérèse Locoh, Jacqueline Hecht et Armelle Andro [2003], l'article précurseur mais sans suite immédiate de Pierre Fougeyrollas [1951] qui s'est interrogé sur la prise de décision dans le couple et sur la répartition des tâches domestiques.

<sup>21</sup> Comme le rappelle Henri Leridon [1989] à propos de la déconstruction de la cellule familiale et des naissances hors mariage, les « ménages irréguliers » ne datent pas d'hier : il cite Jacques Bertillon qui indiquait déjà qu'ils étaient responsables d'un enfant sur quatre né à Paris à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

## Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps

sur les emplois du temps ont ensuite permis que les différences de répartition des tâches domestiques soient analysées en termes d'inégalités. Dans la période la plus récente, il ne s'agit plus seulement de décrire des différences perçues comme naturelles, ni de lever le voile sur des inégalités, mais de comprendre comment se créent ces différences, comment s'articulent les rôles des hommes et des femmes au sein des couples et quelles sont les normes sociales qui guident les pratiques.

Ces évolutions sont résumées dans le Tableau ci-dessous où, à la manière d'Olivier Monso et Laurent Thévenot [2010], pour chacun des temps de notre analyse, sont mis en relation questionnements politiques, place de la catégorie de sexe dans la statistique, outils d'analyse et théories explicatives.

Par rapport aux deux premiers temps, le dernier semble *a priori* moins normatif du point de vue de la place relative des hommes et femmes : le premier, nous l'avons souligné, renvoyait à une position présentée comme naturelle des unes et des autres alors que le deuxième poursuivait un objectif d'égalité des sexes. Avec le troisième temps, il y a davantage d'hésitations, ce qui s'est traduit récemment dans les études sur le genre par de nombreuses controverses (sur le *care*, comme dans ce numéro, et récemment autour de la majoration de retraite pour les pères de trois enfants). Les orientations politiques sont moins nettes, les discussions scientifiques vives. De nouvelles questions s'ouvrent, par exemple concernant l'articulation entre liens familiaux et solidarité économique que pose l'individualisation des politiques publiques (comme le RSA – revenu de solidarité active – et, peut-être prochainement, l'impôt sur le revenu), entre la stabilité des couples et la trajectoire des individus, autour de l'homoparentalité, etc. Les rôles et positions relatives des hommes et des femmes y sont largement réexaminés.

**Tableau. Les questionnements politiques, la catégorie de sexe dans la statistique, les outils d'analyse et les théories explicatives**

Temps de notre grille d'analyse	Questionnements politiques	La catégorie de sexe en statistique	Outils et méthodes d'analyse	Théories explicatives
<b>1er temps :</b> <b>Quand les individus s'effacent derrière le ménage</b>	Régulation démographique, économique et sociale (natalité, besoin de main-d'œuvre, lutte contre les inégalités sociales)	Des questionnements distincts entre hommes et femmes, des différences présentées comme naturelles	Indicateurs de fécondité et activité domestique des femmes, comptes socio-démographiques, CSP du « chef de ménage »	Démographie classique ; économie et sociologie du travail ; sociologie de la reproduction (mobilité) sociale

2e temps :	Lutte contre les discriminations (parité), fonctionnement du marché du travail (conciliation, modes de garde)	Des questionnements identiques entre hommes et femmes, des différences analysées comme des inégalités	Tableaux comparés entre les hommes et les femmes, régressions avec la catégorie de sexe comme variable explicative	Économie du capital humain et de la discrimination, études sur le genre en sociologie, démographie et économie
3e temps :	Articulation entre emploi – travail et protection sociale, entre individualisation des politiques sociales et évolution des structures familiales, de logement, etc.	Les liens entre individus au sein des ménages : des différences réinterrogées objectivement et subjectivement (en termes de pouvoir ou de négociation)	Nouveau Tronc commun des ménages, modèles non unitaires et d'appariement optimal, analyses multiniveaux	Nouvelle économie et démographie de la famille, sociologie et économie des identités

En parallèle de ces questionnements, le deuxième temps se poursuit avec un rôle toujours actif de dévoilement des inégalités de sexe par la statistique, que ce soit sur des terrains où elle ne s'est que récemment aventurée (comme les violences) ou sur d'autres, bien connus mais où les inégalités résistent (la répartition des tâches domestiques, le niveau des salaires et rémunérations, l'accès aux postes de direction dans les sphères économiques et politiques). À en croire Annie Fouquet [2003], en la matière, il n'y aurait plus tant à faire du côté de la statistique que de poursuivre sur la lancée des décennies précédentes : entre féminisme d'État et mobilisation des femmes, il resterait surtout du travail politique à effectuer à partir des nombres.

### BIBLIOGRAPHIE

- AMOSSÉ Thomas, 2004, « Professions au féminin : représentation statistique, construction sociale », *Travail, genre et sociétés*, n° 11, pp. 31-46.
- ANDRO Armelle, 2001, « Décisions de fécondité au sein des couples en Afrique de l'Ouest. Quelles négociations entre hommes et femmes ? » Communication présentée au Colloque international Genre, population et développement en Afrique de l'Ined-Ensea-Iford, Abidjan.
- BOURDIEU Pierre, 1998, *La domination masculine*, Paris, Seuil.
- BOZON Michel, 1990, « Les femmes et l'écart d'âge entre conjoints. Une domination consentie. I. Types d'union et attentes en matière d'écart d'âge », *Population*, n° 2, pp. 327-360.
- CALOT Gérard, 1989, « Réflexions sur l'évolution de la fécondité et de la nuptialité en Europe », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp.245-263.
- CHADEAU Ann et FOUQUET Annie, 1981, « Peut-on mesurer le travail domestique ? », *Économie et statistique*, n° 136, pp. 29-42.
- CORCUFF Philippe, 1995, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, collection Sociologie.
- COURSON Jean-Pierre, 1982, « Les ménages n'auront plus de chef », *Économie et statistique*, n° 149, pp. 47-55.

## Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps

---

- DE SAINT POL Thibaut, DENEY Aurélie et MONSO Olivier, 2004, « Ménage et chef de ménage : deux notions bien ancrés », *Travail, genre et sociétés*, n° 11, pp. 63-92.
- DESROSIÈRES Alain, 2003, « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le Budget des familles », *Journal de la société française de statistique*, tome 144, n° 1-2, pp. 75-111.
- DESROSIÈRES Alain, 2008, *L'argument statistique. Tome 1 : pour une sociologie historique de la quantification*, Presses de l'école des Mines.
- DESROSIÈRES Alain et THÉVENOT Laurent, 1988, *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, La Découverte.
- DOUGLAS Mary, 1999, *Comment pensent les institutions*, Paris, La Découverte.
- FOUGEYROLLAS Pierre, 1951, « Prédominance du mari ou de la femme dans le ménage. Une enquête sur la vie familiale », *Population*, vol. 6, n° 1, pp. 83-102.
- FOUQUET Annie, 2003, « La statistique saisie par le genre », in Jacqueline LAUFER, Catherine MARRY et Margaret MARUANI (dir.), *Le travail du genre. Les sciences sociales à l'épreuve du travail des différences de sexe*, Paris, La Découverte, pp. 280-298.
- FOUQUET Annie et CHARRAUD Alain, 1989, « L'activité féminine sous le regard du statisticien », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp. 53-64.
- GIRARD Alain, 1958, « Le budget-temps de la femme mariée dans les agglomérations urbaines », *Population*, vol. 13, n° 4, pp. 591-618.
- GUGLIELMETTI Francis, HERPIN Nicolas, TOULEMON Laurent et VERGER Daniel, 2001, « Questions sur le ménage et les comportements familiaux », note du 28 février annexée à la note n° 74/F401 du 3 juillet 2011, Insee.
- INSEE, 1973, 1974, 1978, 1981, 1984, 1987, 1990, 1993, 1996, 1999, 2002, 2006, *Données sociales*, Paris.
- INSEE, 1984, « La population, les groupes sociaux », *Données sociales*, pp.1-22.
- INSEE, 1989, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*.
- INSEE, 2009, Dossier du Label-Module « Décisions dans le couple » de l'enquête *Emploi du Temps* 2009-2010, fiche 1 - Présentation.
- L'HARDY Philippe, 1989, « Le comportement de l'épargnant au cours des dernières années », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp. 401-415.
- LERIDON Henri, 1989, « Naissance du premier enfant et devenir des unions consensuelles », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp. 265-281.
- LESNARD Laurent, 2002, « The Work Arrangement of French Dual-Earner Couples in the 80s and 90s », *Document de travail du Crest*, n° 45.
- LESNARD Laurent, 2006, « Flexibilité et concordance des horaires de travail dans le couple », *Données sociales*, Insee, pp. 379-384.
- LEVY Michel Louis, 1989, « Sonder les reins et les cœurs », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp. 21-26.
- LOCOH Thérèse, HECHT Jacqueline et ANDRO Armelle, 2003, « Démographie et genre, de l'implicite à l'explicite », in Jacqueline LAUFER, Catherine MARRY et Margaret MARUANI (dir.), *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte, coll. « Recherches », pp. 299-322.
- MARPSAT Maryse, 1991, « Types de ménages et modes de cohabitation des individus », *Insee Méthodes*, n° 8, Actes du colloque : « Beyond national statistics : household and family patterns in comparative perspective », Centre for Economy Policy Research, London, 17 and 18 April 1989, pp. 43-54.
- MARUANI Margaret, 2001, « L'emploi féminin dans la sociologie du travail, une longue marche à petits pas » in Jacqueline LAUFER, Catherine MARRY et Margaret MARUANI (dir.) *Masculin-féminin : questions pour les sciences de l'homme*, Paris, PUF, pp. 43-56.

- MARUANI Margaret et NICOLE Chantal, 1989, *Au labour des dames. Métiers masculins, emplois féminins*, Paris, Syros-Alternatives.
- MERLLIÉ Dominique et MONSO Olivier, 2007, « La destinée sociale varie avec le nombre de frères et sœurs », *Insee Références*, France, portrait social, pp. 135-153.
- MERON Monique, 1983, « À propos de l'article « les ménages n'auront plus de chef » », *Bulletin bibliographique*, n° 2, Insee, pp. 21-24.
- MERON Monique, 2003, « Introduction », in Jacqueline LAUFER, Catherine MARRY et Margaret MARUANI (dir.), *Le travail du genre, Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, Paris, La Découverte, collection Recherches, pp. 277-279.
- MONSO Olivier et THEVENOT Laurent, 2010, « Les questionnements sur la société française pendant quarante ans d'enquêtes Formation et Qualification Professionnelle », *Économie et statistique*, n° 431-432, pp. 13-36.
- PADIEU René, 1989, « Des idées longitudinales », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp. 27-39.
- PAHL Jan et VOGLER Carolyne, 1994, « Money, power and inequality within marriage », *The Sociological Review*, vol. 42, n° 2, pp 263-288.
- ROUSSE Hélène et ROY Caroline, 1981, « Activités ménagères et cycle de vie », *Économie et statistique*, n° 131, pp. 59-67.
- SAMUEL Olivia, 2009, « La famille : un espace pour se définir ? » in Françoise GUERIN-PACE, Olivia SAMUEL et Isabelle VILLE (dir.), *En quête d'appartenance. L'enquête Histoire de vie sur la construction des identités*, Paris, Les Cahiers de l'Ined, Coll. « Grandes enquêtes », pp. 107-124.
- SEIBEL Claude, 1989, « Statistiques sociales et recherche », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp. 9-19.
- TOULEMON Laurent, 1994, « Les étapes vers l'âge adulte : vers un nouveau statut des femmes », in Henri LERIDON et Catherine VILLENEUVE-GOKALP, *Constance et inconstances de la famille. Biographies familiales des couples et des enfants*, Paris, Ined, Travaux et documents, Cahier n° 134.
- VANGREVELINGHE Gabriel, 1989, « L'enquête de conjoncture auprès des ménages : quelques réflexions », in Insee, *Les ménages, mélanges en l'honneur de Jacques Desabie*, pp. 41-52.
- VERGER Daniel, 1984, « Équipement du foyer ou équipement dans le foyer », *Économie et statistique*, n° 168, pp. 77-92.